

PART IV

CORRESPONDENCE

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE

I. THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS TO THE
PRESIDENT OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

21 December 1961.

[See pp. 1-2.]

2. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN¹

27 décembre 1961.

Monsieur le Ministre,

Il est connu de Votre Excellence que, par résolution du 20 décembre 1961, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la Cour un avis consultatif sur la question suivante:

« Les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale 1583 (XV) et 1590 (XV) du 20 décembre 1960, 1595 (XV) du 3 avril 1961, 1619 (XV) du 21 avril 1961 et 1633 (XVI) du 30 octobre 1961, relatives aux opérations des Nations Unies au Congo entreprises en exécution des résolutions du Conseil de Sécurité en date des 14 juillet^a, 22 juillet^b, et 9 août 1960^c et des 21 février^d et 24 novembre 1961^e ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale 1474 (ES-IV) du 20 septembre 1960, 1599 (XV), 1600 (XV) et 1601 (XV) du 15 avril 1961, et les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale: 1122 (XI) du 26 novembre 1956, 1089 (XI) du 21 décembre 1956, 1090 (XI) du 27 février 1957, 1151 (XII) du 22 novembre 1957, 1204 (XII) du 13 décembre 1957, 1337 (XIII) du 13 décembre 1958, 1441 (XIV) du 5 décembre 1959 et 1575 (XV) du 20 décembre 1960, relatives aux opérations de la Force d'urgence des Nations Unies entreprises en exécution des résolutions de l'Assemblée générale: 997 (ES-I) du 2 novembre 1956, 998 (ES-I) et 999 (ES-I) du 4 novembre 1956, 1000 (ES-I) du 5 novembre 1956, 1001 (ES-I) du 7 novembre 1956, 1121 (XI) du 24 novembre 1956 et 1263 (XIII) du 14 novembre 1958, constituent-elles « des dépenses de l'Organisation » au sens du paragraphe 2 de l'article 17 de la Charte des Nations Unies? »

^a *Documents officiels du Conseil de Sécurité, quinzième année, Supplément de juillet, août et septembre 1960, document S/4387.*

^b *Ibid.*, document S/4405.

^c *Ibid.*, document S/4406.

^d *Ibid.*, seizième année, *Supplément de janvier, février et mars 1961, document S/4741.*

^e *Ibid.*, document S/5002.

La résolution, dont le texte est déjà en la possession de votre Gouvernement, ainsi que le texte des résolutions mentionnées dans la question, est parvenue au Greffe le 27 décembre 1961 sous le couvert d'une lettre du Secrétaire général par intérim des Nations Unies, datée du 21 décembre 1961. Le Greffe va établir une édition imprimée de la lettre et

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

de la résolution, édition qui sera sans délai communiquée à Votre Excellence aux termes de l'article 66, paragraphe 1, du Statut.

Le paragraphe 2 du même article du Statut prévoit qu'à tout État admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par son Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'audiences tenues à cet effet.

Appliquant cette disposition, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, par la présente communication spéciale et directe, qu'en l'espèce et à ce jour les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été considérés par le Président comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question; et, d'autre part, que la date à laquelle expire le délai pour la présentation d'exposés écrits a, par ordonnance du Président du 27 décembre 1961¹, été fixée au 20 février 1962. La suite de la procédure est réservée.

Au cas où votre Gouvernement désirerait se prévaloir de la faculté, qui lui est ainsi ouverte, de présenter un exposé écrit dans le délai fixé, j'attacherais du prix à en être informé aussitôt que possible. J'ajoute que l'exposé devrait être rédigé soit en français, soit en anglais, langues officielles de la Cour (article 39, paragraphe 1, du Statut).

Je saisis cette occasion, etc.

3. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS (*telegram*)

28 December 1961.

Your letter 21 December with annexed certified copies of General Assembly resolution 1620 received 27 December *stop* Am informing States Members United Nations that pursuant Statute Article 66 paragraph 2 President considers them likely to be able to furnish information and by Order 27 December has fixed twenty February 1962 as timelimit for submission written statements.

4. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN²

4 janvier 1962.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à ma communication du 27 décembre 1961, j'ai l'honneur, en exécution de l'article 66, paragraphe 1, du Statut de la Cour, de faire tenir ci-joint à Votre Excellence un exemplaire, imprimé par les soins du Greffe, de la requête pour avis consultatif transmise à la Cour en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1961.

Veuillez agréer, etc.

¹ Voir *C. I. J. Recueil 1961*, pp. 64-65.

² La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

5. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ¹

4 janvier 1962.

Monsieur le Ministre,

En exécution de l'article 66, paragraphe 1, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de faire tenir ci-joint à Votre Excellence un exemplaire, imprimé par les soins du Greffe, de la requête pour avis consultatif transmise à la Cour en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1961.

Veillez agréer, etc.

6. THE LEGAL ADVISER OF THE DEPARTMENT OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

8 January 1962.

Sir:

I refer to your note of December 27, 1961, stating that the President of the International Court of Justice has, by Order of December 27, 1961, fixed February 20, 1962, as the time-limit for the submission of written statements to the Court in connection with the request for an advisory opinion by the General Assembly of the United Nations, by its resolution 1731, adopted on December 20, 1961.

I wish to inform you that the Government of the United States of America intends to avail itself of the right to present a written statement within the time-limit fixed. Moreover, in accordance with Article 66, paragraph 4, of the Statute of the Court, I request, on behalf of my Government, the opportunity to comment upon statements made by other States or Organizations in this proceeding.

The Government of the United States of America also intends to present an oral statement in this proceeding. Accordingly, I should appreciate being advised upon the fixing of a date for the beginning of hearings.

Very truly yours, etc.

(Signed) Abram CHAYES.

7. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA AU GREFFIER

8 janvier 1962.

Monsieur le Greffier,

Comme suite à votre correspondance en référence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République de Haute-Volta fera tenir à la Cour internationale de Justice, dans les délais impartis, un exposé écrit précisant son point de vue sur la question posée par la résolution du 20 décembre 1961 de l'Assemblée générale des Nations Unies, relative aux opérations de la Force d'urgence de cette organisation au Congo.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Lompolo KONE.

¹ La même communication a été adressée aux autres États, non membres des Nations Unies, auxquels la Cour est ouverte.

8. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE
AU GREFFIER

24 janvier 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 34891 du 27 décembre 1961, relative à une demande d'avis consultatif déposée auprès de la Cour internationale de Justice par l'Assemblée générale des Nations Unies, sur la nature des dépenses de celles-ci au Congo (Léopoldville).

Je vous suis obligé de cette communication et porte à votre connaissance que le Gouvernement de la République malgache n'envisage pas de présenter à la Cour un exposé écrit sur cette affaire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Jacques RABEMANANJARA.

9. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE
HAUTE-VOLTA AU GREFFIER

[Voir pp. 123-124.]

10. THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE REGISTRAR

5 February 1962.

Dear Mr. Garnier-Coignet:

I refer to your letter number 34891 of December 27, 1961, concerning the United Nations request for an advisory opinion, transmitted to the International Court of Justice pursuant to the Resolution of the General Assembly of December 20, 1961.

I have now been asked by the Department of External Affairs in Ottawa to inform you that the Minister has decided that Canada should accept the invitation of the President of the Court to make a written submission on this question. It has been noted that the written submission should reach the Court by February 20.

The Minister has indicated that an oral presentation of the Canadian point of view should also be made. In this connection, he would like Mr. Marcel Cadieux to make the presentation.

Yours, etc.

(Signed) C. P. HÉBERT.

11. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES NÉERLANDAIS AU GREFFE

5 février 1962.

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments au Greffier de la Cour internationale de Justice et, en se référant à sa lettre n° 34891, en date du 27 décembre 1961, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement néerlandais présentera un exposé écrit concernant la question de savoir si les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives aux opérations au Congo et aux opérations de la Force d'urgence des Nations Unies constituent des dépenses de l'Organisation au sens du paragraphe 2 de l'article 17 de la Charte.

12. L'AMBASSADEUR DE SUÈDE AU GREFFIER

1^{er} février 1962.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre communication en date du 27 décembre 1961, j'ai l'honneur de faire savoir que le Gouvernement suédois n'a pas l'intention de se prévaloir de la faculté de présenter un exposé écrit sur la question des dépenses relatives aux opérations des Nations Unies au Congo (ONUC) et dans le Proche-Orient (UNEF).

Veillez agréer, etc.

(Signé) Brynolf ENG.

13. L'AMBASSADE D'ITALIE AU GREFFE

16 février 1962.

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments à la Cour internationale de Justice et, en se référant à l'ordonnance du 27 décembre 1961, a l'honneur de lui faire parvenir, sous ce pli, l'exposé écrit du Gouvernement de la République italienne ¹ concernant la requête pour avis consultatif transmise à la Cour en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1961 au sujet des obligations financières des Membres des Nations Unies.

L'Ambassade d'Italie saisit cette occasion, etc.

14. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER

[Voir pp. 130-135.]

15. L'AMBASSADEUR DE DANEMARK AU GREFFIER

19 février 1962.

Monsieur le Greffier,

En me référant à votre note en date du 27 décembre 1961 et à notre conversation téléphonique récente sur la question des obligations financières des Membres des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous soumettre sous ce pli deux exemplaires d'une déclaration de mon Gouvernement relative à cette matière ².

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Wilhelm EICKHOFF.

16. LE JURISCONSULTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS-BAS AU GREFFIER

16 février 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre du 27 décembre dernier au sujet de la requête par laquelle un avis consultatif a été demandé à la Cour en vertu de la

¹ Voir pp. 125-129.

² » » 137-165.

résolution adoptée le 20 décembre 1961 par l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous remettre en annexe l'exposé écrit du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ¹.

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. RIPHAGEN.

17. L'AMBASSADEUR DE GRÈCE AU GREFFIER

17 février 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement hellénique n'a pas de réserves à formuler sur la demande d'avis consultatif formulée par l'Assemblée générale des Nations Unies, dont traitent vos lettres *sub* n^{os} 34908 du 4-1-62 et 34891 du 27-12-61.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. A. VÉRYKIOS,
Ambassadeur de Grèce.

18. THE LEGATION OF CZECHOSLOVAKIA TO THE REGISTRY

[See pp. 177-179.]

19. THE LEGAL ADVISER OF THE DEPARTMENT OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

14 February 1962.

Sir,

I have the honor to refer to your Circular Note 34891, dated December 27, 1961, addressed to the Secretary of State, and to my reply, dated January 8, 1962, informing you of the intention of the Government of the United States of America to avail itself of the right to present a written statement to the Court in connection with the advisory proceeding concerning *Financial Obligations of Members of the United Nations*.

I now have the honor to submit twenty-five copies of the written statement of my Government ².

Very truly yours, etc.

(Signed) Abram CHAYES.

20. THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE REGISTRAR

20 February 1962.

Dear Mr. Garnier-Goignet:

I have the honour to enclose the Written Submission of the Government of Canada ³ in English in connection with United Nations' request to the International Court of Justice for an advisory opinion on whether the financing of emergency operations in the Congo and of the U.N.

¹ Voir pp. 166-176.

² See pp. 180-209.

³ " " 210-222.

Emergency Force constitute "expenses of the Organization" within the meaning of Article 17, paragraph 2, of the Charter of the United Nations.

The enclosed Canadian submission is pursuant to the advice in your letter No. 34891 of December 27, 1961, based on the President of the Court's Order of the same day on the subject of the U.N. request. May I take this opportunity to thank you for your letter of February 13, noting the Government of Canada's decision to make a written submission. Acknowledgement of receipt of this submission made on February 20 would be appreciated.

Yours sincerely, etc.

(Signed) C. P. HÉBERT.

21. THE AMBASSADOR OF SOUTH AFRICA TO THE REGISTRAR

20 February 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter No. 34891 of the 27th December, 1961, and to inform you that the South African Government wishes to submit a written statement concerning the question of United Nations expenditure on the Congo operations.

It is hoped that the statement will be ready by the end of next week and that it will be possible for the Court to accept it in spite of the fact that the time-limit for submission of such statements will have been exceeded.

Please accept, etc.

(Signed) H. A. RUST.

22. THE AMBASSADOR OF JAPAN TO THE REGISTRAR

19 February 1962.

Sir,

Under the instructions of the Minister of Foreign Affairs of Japan, I have the honour to submit herewith "The Written Statement of the Government of Japan¹, under Art. 66 of the Statute of the International Court of Justice on the Question of Financing ONUC and UNEF", dated 15th February, 1962.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Akira MIYAZAKI.

23. L'AMBASSADEUR DE PORTUGAL AU GREFFIER

20 février 1962.

Monsieur le Greffier,

En me référant à votre lettre n° 34891 du 27 décembre 1961, concernant « l'Avis consultatif » du UNO au Tribunal international sur les dépenses faites par les Nations Unies par suite de plusieurs résolutions de l'Assemblée, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les observations du Gouvernement portugais sur ce sujet².

Veillez agréer, etc.

(Signé) J. B. FERREIRA DA FONSECA.

¹ See pp. 223-226.

² Voir pp. 227-229.

24. THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS TO THE
PRESIDENT OF THE COURT

19 February 1962.

Sir,

I wish to refer to my letter of 21 December 1961, transmitting to you General Assembly resolution 1731 (XVI) of 20 December 1961 which contains a request by the Assembly for an advisory opinion on the financial obligations of Members of the United Nations.

By operative paragraph 2 of resolution 1731 (XVI) the Assembly requested me, in accordance with Article 65 of the Statute of the International Court of Justice, to transmit to the Court all documents likely to throw light upon the question. Pursuant to this, I am sending to the Court thirty dossiers in English and thirty dossiers in French containing the aforementioned documents. Each dossier consists of five parts. Parts I, II and III of nine dossiers in English and eight in French have been transmitted to-day by airmail. Parts IV and V will be forwarded by airmail within the next few days. The remainder of the dossiers have been sent by surface mail. I certify that the documents are final official records of the United Nations or true copies therefrom.

Each dossier contains a table of contents setting out a complete list of all the documents therein¹ and an Introductory Note² which has been prepared with a view to facilitating the use of the dossier. Part I of the dossier contains documentation relating to the proceedings in United Nations organs leading to the request by the General Assembly for an advisory opinion; Part II contains documentation relating to the United Nations operations in the Congo; Part III contains documentation relating to the operations of the United Nations Emergency Force; Part IV contains a note on the records of the United Nations Conference on International Organization, San Francisco, 1945, relating to the drafting and adoption of Article 17, paragraph 2, of the Charter, and Part V a note on the procedures and practices of the United Nations organs in application of that Charter provision together with the related documentation. The Introductory Note refers to the relevant documents and furnishes a chronological survey of the proceedings and decisions of the United Nations relating to United Nations operations in the Republic of the Congo and in the Middle East.

I will be glad to provide the Court with any additional United Nations documentation or information in my possession which the Court might find useful in its consideration of the opinion requested by the General Assembly.

I would like to avail myself of this opportunity to draw the Court's attention to documents Nos. (23) (see A/C.5/864); (175) (see A/3943) and (184) (see A/4176) contained in the dossier which set out the views of my predecessor in regard to the financing of the United Nations operations in the Congo and in the Middle East.

Accept, Sir, etc.

(Signed) U THANT.

¹ See pp. 90-120.

² " " 4-36

25. THE AMBASSADOR OF AUSTRALIA TO THE REGISTRAR

20 February 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter 34891 of 27th December 1961. I enclose herewith the Statement of the Government of Australia¹ in pursuance of Article 66, paragraph 2, of the Statute of the Court, and of the Order made on 27th December 1961, by the President of the Court. I have the honour to be, etc.

(Signed) Edwin McCARTHY.

26. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU LIBAN AU GREFFIER

Beyrouth, le 22 février 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre n° 34908 du 4 janvier 1962 relative à la requête pour avis consultatif transmise à la Cour en vertu de la résolution de l'Assemblée générale du 20 décembre 1961, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement libanais n'a pas d'avis à émettre à ce sujet. Veuillez agréer, etc.

(Signé) [Illisible.]

27. THE LEGAL ADVISER OF THE BRITISH FOREIGN OFFICE TO THE REGISTRAR

23 February 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of December 27, 1961, to H.M. Ambassador at The Hague, in which you notified Her Majesty's Government that the International Court of Justice would be prepared to receive written statements from governments on the question of the financial obligations of Members of the United Nations on which the Court has been requested by the General Assembly of the United Nations to give an advisory opinion, and to enclose herewith three copies of the written statement of Her Majesty's Government's views² on this question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. A. VALLAT.28. LE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* D'ESPAGNE AU GREFFIER

20 février 1962.

Monsieur le Greffier,

En réponse à vos communications du 27 décembre 1961 et du 4 janvier 1962 concernant l'avis consultatif demandé à la Cour internationale de Justice en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des Nations

¹ See pp. 230-238.² " " 239-244.

Unies du 20 décembre 1961, veuillez trouver ci-joint l'opinion du Gouvernement espagnol ¹, exprimée en vertu du paragraphe 2 de l'article 66 du Statut de la Cour.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Le Comte de MONTEFUERTE.

29. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

27 February 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge and to thank you for your letter of 19 February 1962 concerning the documentation transmitted to the Court pursuant to operative paragraph 2 of resolution 1731 (XVI) of the General Assembly and in accordance with Article 65 of the Statute of the Court, in connexion with the Assembly's request for an advisory opinion on the financial obligations of Members of the United Nations.

I have not failed to lay the text of your letter before the Members of the Court.

Accept, Sir, etc.

30. THE AMBASSADOR OF IRELAND TO THE REGISTRAR

20 February 1962.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith nine copies of the statement of the Government of Ireland ² relative to the request of the United Nations for an Advisory Opinion in regard to the financial obligations of Members.

Accept, Sir, etc.

(*Signed*) B. GALLAGHER.

31. THE AMBASSADOR OF SOUTH AFRICA TO THE REGISTRAR

12 March 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter No. 34891 of the 27th December, 1961, and to transmit herewith the South African Government's written statement ³ concerning the question of United Nations expenditure on the Congo operations. The late delivery of this document, which was due to unavoidable circumstances, is greatly regretted.

Please accept, Sir, etc.

(*Signed*) H. A. RUST.

¹ Voir pp. 245-246.

² See pp. 247-254

³ „ „ 255-269.

32. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS TO THE REGISTRAR

[English translation]

14 March 1962.

Dear Sir,

I have the honour to send you herewith a Memorandum of the Government of the USSR with regard to an order of financing operations of UNO special armed forces in the Middle East and in Congo, in which, on request of the Registry of the International Court of Justice, the position of the USSR is clarified.

(Signed) [Illegible.]

33. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

15 March 1962.

Sir,

I have the honour to inform you that in connection with the request for an advisory opinion in the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations, in addition to the documents transmitted by you and the Introductory Note thereto, written statements have been filed in the order in which they reached the Registry by the following States:

Upper Volta	Canada
Italy	Japan
France	Portugal
Denmark	Australia
Netherlands	Spain
Greece ¹	United Kingdom
Czechoslovakia	Ireland
United States of America	South Africa

I am sending you under separate cover by airmail three copies of the printed volume containing the list of documents deposited by you, the Introductory Note and the written statements.

I have the further honour to inform you that the date fixed for the opening of oral proceedings will be the subject of a future communication.

Accept, Sir, etc.

34. THE REGISTRAR TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

15 March 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of a letter in Russian of 14 March 1962, accompanied by an unofficial English translation, by which you were good enough to send me a Memorandum of the Government of the USSR with regard to an order of financing operations of UNO special armed forces in the Middle East and in Congo, in which, on request of the Registry of the International Court of Justice, the position of the USSR is clarified.

With reference to the telephonic conversation I had with you this

¹ The communication from the Greek Government is reproduced under No. 17. As it does not set forth the views of that Government on the question submitted to the Court, it is not mentioned in the Advisory Opinion (Report 1962, p. 154).

morning I should like to repeat that since the official languages of the Court are French and English I would venture to express the hope that you may see your way to sending to me as soon as possible a translation of the Memorandum of your Government in one of the official languages of the Court. This will enable me to distribute it to Members of the United Nations without further delay.

I have the honour to be, etc.

35. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

16 mars 1962.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 27 décembre 1961, relative à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1961, en vertu de laquelle a été demandé à la Cour un avis consultatif relatif aux obligations financières des Membres des Nations Unies, j'ai informé Votre Excellence que les Membres des Nations Unies étaient considérés par le Président de la Cour comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question, et que l'expiration du délai dans lequel des exposés écrits pouvaient être présentés par eux avait été fixée au 20 février 1962.

J'ai aujourd'hui l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en plus des documents transmis par le Secrétaire général des Nations Unies et d'une note introductive à ces documents, des exposés écrits ont été présentés — dans l'ordre où ils ont été remis au Greffe — par la Haute-Volta, l'Italie, la France, le Danemark, les Pays-Bas, la Grèce², la Tchécoslovaquie, les États-Unis d'Amérique, le Canada, le Japon, le Portugal, l'Australie, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Irlande, l'Afrique du Sud. Je vous envoie sous pli séparé un volume imprimé contenant la liste des documents déposés par le Secrétaire général, la note d'introduction et les exposés écrits.

J'ai également l'honneur de vous informer que la date fixée pour l'ouverture de la procédure orale en cette affaire fera l'objet d'une communication ultérieure.

Veillez agréer, etc.

36. LE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE
AU GREFFIER

16 mars 1962.

Monsieur le Greffier,

Suite à votre lettre n° 34908 du 4 janvier 1962, j'ai l'honneur de vous informer qu'une réponse écrite sera envoyée par les autorités roumaines compétentes.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Aurel GHEORGHE.

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

² Voir p. 442, note 1.

37. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS

23 March 1962.

Sir,

I have the honour to refer to my letter of 15 March 1962 concerning the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

I now have the honour to inform you that oral proceedings in this Opinion will open towards the beginning of May and that the exact date will be communicated to you in due course.

Accept, Sir, etc.

38. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN¹

23 mars 1962.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 16 mars 1962 concernant la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte), j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que la procédure orale en cette affaire s'ouvrira vers le début du mois de mai, et que Votre Excellence sera informée de la date exacte en temps voulu.

Je vous serais obligé de bien vouloir, le plus tôt possible, me faire connaître ou me confirmer si votre Gouvernement a l'intention de participer à la procédure orale. J'attacherais en outre du prix à connaître en même temps le nom de la personne que votre Gouvernement désignerait comme son représentant et à savoir dans laquelle des deux langues officielles de la Cour l'exposé serait présenté.

Veuillez agréer, etc.

39. THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE REGISTRAR

27 March 1962.

Dear Mr. Garnier-Coignet,

I wish to thank you for your letter of March 23, 1962, concerning the United Nations request for an advisory opinion in connection with Members' Financial Obligations.

I have the pleasure to confirm the information conveyed to you in my letter of February 5, 1962, that an oral presentation of the Canadian point of view will be made. The Minister of External Affairs has indicated that he would like Mr. Marcel Cadieux, Deputy Under-Secretary and Legal Adviser for the Department of External Affairs, to make this oral presentation. The Canadian statement will be presented in the French language.

Yours sincerely, etc.

(Signed) C. P. HÉBERT.

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

40. THE SECRETARY-GENERAL OF THE MINISTRY FOR
FOREIGN AFFAIRS OF ICELAND TO THE REGISTRAR

29 March 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter, dated March 23, 1962, No. 35460, in which you inform me of the oral proceedings that will take place towards the beginning of May concerning the Advisory Opinion in the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations.

This is to inform you that the Icelandic Government does not intend to present any oral statement nor is it considered necessary to designate a person to attend on Iceland's behalf.

B. a., etc.

(Signed) Agnar KI. JONSSON.41. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR*[English translation]*

4 April 1962.

Dear Sir,

On request of the Ministry of Foreign Affairs of the Byelorussian Soviet Socialist Republic I have the honour to send to you herewith a letter of the Vice-Minister of Foreign Affairs of the BSSR¹ from 16 February 1962 with regard to an order of financing operations of UNO special armed forces in the Middle East and in Congo, in which, on request of the Registry of the International Court of Justice, the position of the BSSR is clarified.

(Signed) A. MARTYNOV.42. LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE
AU GREFFIER

31 mars 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre en date du 23 mars 1962, j'ai l'honneur de vous remercier des informations concernant la procédure orale en l'affaire des obligations financières des Membres des Nations Unies.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement fédéral autrichien n'a pas l'intention de participer à ladite procédure orale.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Rudolf KIRCHSCHLÄGER.¹ See p. 275.

43. THE ACTING LEGAL ADVISER OF THE DEPARTMENT OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

2 April 1962.

Sir,

Thank you for your kind letter of March 23, 1962.

I have the honor to confirm that it is the intention of my Government to present an oral statement to the Court in the advisory proceeding on *Financial Obligations of Members of the United Nations*. The representative of the United States will be the Legal Adviser, Mr. Abram Chayes. Mr. Chayes will speak in English.

Sincerely yours, etc.

(Signed) Leonard C. MEEKER.

44. L'AMBASSADEUR DE POLOGNE AU GREFFIER

5 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre du 23 mars a. c., réf. 35460 *bis*, et à celle de la même date, réf. 35460, adressée au ministre des Affaires étrangères de Pologne, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais n'a pas l'intention de participer à la procédure orale sur les obligations financières des Membres des Nations Unies. Le point de vue du Gouvernement polonais dans cette affaire a été précisé au V^{me} Comité de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, au cours de sa XVI^{me} Session.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. BALICKI.

45. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LUXEMBOURG AU GREFFE

5 avril 1962.

Le Ministère des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg présente ses compliments à la Cour internationale de Justice et a l'honneur, en se référant à la note de la Cour du 23 mars 1962 — n° 35460 — par laquelle elle a bien voulu informer le Ministère que la procédure orale pour la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte) s'ouvrira vers le début du mois de mai prochain, de lui faire savoir que le Gouvernement luxembourgeois ne désire pas participer à ladite procédure orale.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion, etc.

46. THE REGISTRAR TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

6 April 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of a letter in Russian of 4 April 1962, accompanied by an unofficial English translation, by which you were good enough to send me, at the request of the Ministry of

Foreign Affairs of the Byelorussian Soviet Socialist Republic, a letter in Russian of the Vice-Minister of Foreign Affairs of the BSSR dated 16 February 1962 with regard to an order of financing operations of UNO special armed forces in the Middle East and in the Congo, in which the position of the BSSR is clarified.

In this connection, and with reference to my letter of 15 March 1962 in connection with a similar statement presented on behalf of the Government of the USSR, I would venture to express the hope that you may see your way to sending to me as soon as possible a translation of the Vice-Minister's letter in one of the official languages of the Court (French or English), thus enabling me to distribute it to Members of the United Nations without further delay.

I have the honour to be, etc.

47. THE PRINCIPAL SECRETARY OF THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF GHANA TO THE REGISTRAR

3 April 1962.

Sir,

With reference to your letter No. 35460 of 23rd March, 1962, I have the honour to inform you that the Government of Ghana will not present any statement concerning the advisory opinion in the matter of financial obligation of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

I have the honour to be, etc.

(Signed) [Illegible.]

48. THE PRIME MINISTER'S OFFICE OF THE GOVERNMENT OF TANGANYIKA
TO THE REGISTRAR

4 April 1962.

Sir,

Financial Obligations of Members of United Nations

I have the honour to acknowledge with thanks your letter No. 35460 of 23rd March, 1962, and to say that the Government of Tanganyika does not intend to present an oral statement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) T. M. UNWIN.

49. L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AU GREFFIER

9 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre du 23 mars 1962, n° 35460, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement belge n'a pas l'intention de participer à la procédure orale de la Cour internationale de Justice à propos de la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) J. RAEYMAECKERS.

50. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU LIBAN AU GREFFIER

7 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre n° 35460 du 23 mars 1962, j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement libanais de participer à la procédure orale sur les obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte) qui doit s'ouvrir vers le début de mai à La Haye.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) [Illisible.]

51. LE DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE MAROC AU GREFFIER

9 avril 1962.

En réponse à votre lettre n° 35460, du 23 mars 1962, relative à la demande d'avis consultatif sur les obligations financières des États Membres des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Maroc a le regret de ne pouvoir assister à la procédure orale en cette affaire que vous envisagez pour le début du mois de mai prochain.

(Signé) A. LAMRANI.

52. L'AMBASSADEUR DE SUÈDE AU GREFFIER

10 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre en date du 23 mars 1962 concernant la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois n'a pas l'intention de participer à la procédure orale.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Brynold ENG.

53. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS-BAS AU GREFFIER

11 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

En me référant à votre lettre n° 35460, du 23 mars 1962, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement néerlandais a l'intention de participer à la procédure orale concernant la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies.

M. le professeur W. Riphagen, juriconsulte du ministère des Affaires étrangères, a été désigné comme représentant du Gouvernement.

L'exposé sera présenté en langue anglaise.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) S. J. VAN TUYLL VAN SEROOSKERKEN.

54. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE AU GREFFIER

11 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre aimable communication du 23 mars écoulé, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement espagnol n'a pas l'intention de participer à la procédure orale de l'affaire concernant la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) BAENA.

55. L'AMBASSADE D'ITALIE AU GREFFE

11 avril 1962.

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments au Greffe de la Cour internationale de Justice et, en se référant à sa communication n° 35460 en date du 23 mars 1962 adressée au ministère italien des Affaires étrangères, a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement italien a l'intention de participer à la procédure orale dans l'affaire concernant les obligations financières des Membres des Nations Unies. Le Gouvernement italien a désigné comme son représentant le prof. Riccardo MONACO, chef du Service du Contentieux diplomatique au ministère italien des Affaires étrangères, qui présentera son exposé en langue française.

L'Ambassade d'Italie saisit cette occasion, etc.

56. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

10 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

Par lettre n° 35460 du 23 mars vous avez bien voulu m'indiquer que la procédure orale relative à l'avis consultatif demandé par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet des obligations financières des États Membres s'ouvrirait au début du mois de mai et me demander si mon Gouvernement avait l'intention d'y participer.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français a exprimé dans sa lettre du 15 février 1962 les vœux qu'il souhaitait porter à la connaissance de la Cour internationale de Justice et qu'en conséquence il n'a pas l'intention de désigner de représentant pour suivre la procédure orale.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) [Illisible.]

57. THE SECRETARY OF EXTERNAL AFFAIRS OF NEW ZEALAND TO THE REGISTRAR

10 April 1962.

Sir,

I have the honour, by direction of the Minister of External Affairs, to refer to your letter 35460 of 23 March 1962 concerning the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations under Article 17, paragraph 2, of the Charter.

I have the honour to inform you that the Government of New Zealand will not be taking advantage of the opportunity to present an oral statement on this subject when the oral proceedings open towards the beginning of May.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. H. WEIR.

58. THE UNDER-SECRETARY TO THE GOVERNMENT OF INDIA TO THE REGISTRAR

9 April 1962.

Sir,

I am directed to acknowledge and thank you for your letter No. 35460 dated March 23, 1962, regarding the Advisory Opinion in the matter of financial obligations of Members of the United Nations.

2. The Government of India do not intend to take part in the oral proceedings on the question.

Yours faithfully,

(Signed) N. N. JHA.

59. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE AU GREFFIER

13 avril 1962.

Monsieur le Greffier de la Cour,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 35.460 du 23 mars 1962 au sujet de la procédure orale relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies, et de vous faire connaître qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement de la République malgache de participer à cette procédure.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) G. TSIEBO.

60. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN ¹

16 avril 1962.

Monsieur le Ministre,

Par ma lettre du 23 mars 1962, j'ai porté à la connaissance de Votre Excellence que la procédure orale en l'affaire des obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

s'ouvrira vers le début du mois de mai et que la date exacte serait notifiée ultérieurement.

J'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Excellence que la Cour a décidé d'ouvrir la procédure orale le lundi 14 mai 1962 à 10 h. 30.

Le même jour, à 9 h. 30, le Président de la Cour recevra dans son bureau au Palais de la Paix les représentants chargés par leur gouvernement de prendre la parole.

Veuillez agréer, etc.

61. THE AMBASSADOR OF AUSTRALIA TO THE REGISTRAR

16 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter 35460 of 23rd March 1962 regarding the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

I have now been instructed to inform you that:

- (i) Australia will present an oral statement to the Court.
- (ii) The name of the Australian representative will be communicated to the Court as soon as possible after there has been an announcement of the date on which the oral proceedings will open and of the order in which it is proposed to hear the oral statements of the several States making them.
- (iii) The Australian statement will be made in English.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. R. CROCKER.

62. THE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS TO THE REGISTRAR

[English translation]

16 April 1962.

Dear Sir,

I have the honour on your request to send you herewith an English translation of the Memorandum of the Government of the USSR¹ concerning the procedure of financing the operations of the United Nations Emergency Force in the Middle East and the United Nations operations in the Congo.

(Signed) A. MARTYNOV.

63. L'AMBASSADEUR DE NORVÈGE AU GREFFIER

18 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 23 mars dernier, adressée à Son Excellence le Ministre norvégien des Affaires étrangères au sujet de la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des

¹ See pp. 270-274.

Membres des Nations Unies, et me permets de porter à votre connaissance que mon Gouvernement a l'intention de participer à la procédure orale qui, d'après votre lettre du 16 de ce mois, s'ouvrira le lundi 14 mai 1962 à 10 h. 30.

Le Gouvernement norvégien a désigné comme son représentant Monsieur Jens Evensen, directeur général au ministère norvégien des Affaires étrangères. Il fera son exposé en anglais.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Otto KILDAL.

**64. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS**

19 April 1962.

Sir,

With reference to my letter of 23 March 1962, I have the honour to inform you that the oral proceedings in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter) will open on 14 May 1962 at 10.30 a.m.

Accept, Sir, etc.

65. L'AMBASSADEUR DE TURQUIE AU GREFFIER

18 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre lettre du 23 mars 1962 n° 35 460, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement turc n'a pas l'intention de participer à la procédure orale, concernant la demande d'avis consultatif relatif aux obligations financières des Membres des Nations Unies, qui s'ouvrira au début du mois de mai prochain.

Veillez agréer, etc.

(Signé) F. KEPENEK.

**66. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF HONDURAS
TO THE REGISTRAR**

[By a letter dated 12 April 1962, the Minister of Foreign Affairs of Honduras informed the Registrar that his Government did not propose to participate in the oral proceedings in the Advisory Opinion.]

**67. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
RÉPUBLIQUE TOGOLAISE AU GREFFIER**

17 avril 1962.

Monsieur le Greffier de la Cour,

Me référant à vos lettres n° 34.891 du 27 décembre 1961, n° 34.908 du 4 janvier 1962, n° 35.382 du 16 mars 1962 et n° 35.460 du 23 mars 1962, j'ai l'honneur de vous répondre que le Gouvernement de la République togolaise n'a pas l'intention de participer à la procédure orale à propos de la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. FREITAS.

68. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF NIGERIA TO THE REGISTRAR

17 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter No. 35460 of the 23rd March, 1962, concerning the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter), and to your letter No. 35382 of the 16th of March in respect of written statements in those proceedings.

I wish to state that after careful consideration of the matter, the Government of the Federation of Nigeria, whilst sympathizing with the desire to obtain an Advisory Opinion in this case, regrets that, in the present circumstances, it is unable to participate in the proceedings before the Court.

I have, etc.

(Signed) D. C. IGWE.

69. THE AMBASSADOR OF SOUTH AFRICA TO THE REGISTRAR

24 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter No. 35460 of the 23rd March, 1962, and to inform you that the South African Government does not at present intend presenting an oral statement in the matter of the financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter), but that a short explanatory addendum to the written statement will be submitted shortly.

Please accept, etc.

(Signed) H. A. RUST.

70. THE REGISTRAR TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

25 April 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 16 April 1962 with which you enclosed an English translation of the Memorandum of the Government of the USSR in connexion with the request of the General Assembly of the United Nations for an Advisory Opinion of the Court in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

In accordance with the decision of the President of the Court, a printed text of the statement, together with an unofficial French translation by the Registry, is being transmitted to all Members of the United Nations.

I have the honour to be, etc.

71. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

25 avril 1962.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 16 mars 1962, j'avais informé Votre Excellence que je lui adressais un volume imprimé contenant les exposés écrits présentés à la Cour au sujet de la demande d'avis consultatif émanant de l'Assemblée générale des Nations Unies et ayant trait aux obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte).

J'ai aujourd'hui l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence le *texte imprimé de la traduction en anglais*, déposée par l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux Pays-Bas, d'un exposé écrit qui a été présenté en la même affaire par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques mais n'a pas été reçu à temps pour être inclus dans le volume adressé à Votre Excellence le 16 mars 1962.

Je saisis cette occasion pour communiquer également à Votre Excellence une traduction en français de cet exposé, traduction établie par le Greffe d'après le texte anglais et dont il convient de noter qu'elle ne présente pas un caractère officiel.

Veuillez agréer, etc.

72. THE AMBASSADOR OF JAPAN TO THE REGISTRAR

25 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of 23rd March last with enclosure addressed to the Minister for Foreign Affairs of Japan concerning the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations.

In connection therewith, I have the honour to inform you that the Japanese Government has no intention of presenting an oral statement at the Oral Proceedings scheduled towards the beginning of May, 1962.

I have the honour to be, etc.

(Signed) AKIRA MIYAZAKI.

73. L'AMBASSADEUR DU DANEMARK AU GREFFIER

25 avril 1962.

Monsieur le Greffier,

En me référant à votre note en date du 23 mars 1962 sur la question des obligations financières des Membres des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Gouvernement n'a pas l'intention de participer à la procédure orale.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Wilhelm EICKHOFF.

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

74. THE CHARGÉ D'AFFAIRES' *a.i.* OF THE UNION OF
SOVIET SOCIALIST REPUBLICS TO THE REGISTRAR

[*English translation*]

26 April 1962.

Dear Sir,

I have the honour to send to you an English translation of the letter of the Ministry of Foreign Affairs of the Byelorussian SSR¹ of February 16, 1962, where the point of view of the Government of the BSSR concerning financing the emergency forces in the Middle East and the UNO operations in Congo is clarified.

(Signed) A. MARTYNOV.

75. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS

27 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to my letter of 15 March 1962, in which I informed Your Excellency of the despatch of a printed volume containing written statements transmitted to the Court in connection with the request of the General Assembly of the United Nations for an Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

I now have the honour to enclose herewith the printed text of a translation into English, supplied by the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics in the Netherlands, of a written statement in the above-mentioned matter by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, which was not received in time for inclusion in the volume sent to Your Excellency on 15 March 1962.

I have the honour to be, etc.

76. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF GUATEMALA
TO THE REGISTRAR

[By a letter dated 18 April 1962, the Minister of Foreign Affairs of Guatemala informed the Registrar that his Government did not propose to participate in the oral proceedings in the Advisory Opinion.]

77. THE AMBASSADOR OF AUSTRALIA TO THE REGISTRAR

24 April 1962.

Sir,

I have the honour to refer to your letter 35460 of 23rd March 1962 and to my letter of 16th April 1962 regarding the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

I have been instructed to inform you that Sir Kenneth Bailey, C.B.E.,

¹ See p. 275.

the Solicitor-General of the Commonwealth of Australia, will present the oral statement for Australia.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. R. CROCKER.

78. THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF NEPAL TO THE REGISTRAR

26 April 1962.

Sir,

In answer to your letter of 23 March 1962 regarding the oral proceedings in the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations, I have the honour to inform you, on order of H.E. the Minister for Foreign Affairs of His Majesty's Government of Nepal, that His Majesty's Government does not intend to present any oral statement at the proceedings.

Sincerely yours,

(Signed) N. P. ARJAL.

79. THE REGISTRAR TO THE DEPUTY MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC

1 May 1962.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 16 February 1962 addressed to the President of the International Court of Justice and transmitted by the *Chargé d'Affaires a.i.* of the U.S.S.R. at The Hague, stating the views of your Government in the matter of the Financial obligations of the Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

Your letter has been communicated to the Members of the Court and Members of the United Nations.

I have the honour to be, etc.

80. L'AMBASSADEUR DU MEXIQUE AU GREFFIER

1^{er} mai 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de faire référence à votre aimable note n° 35592, du 16 avril, par laquelle vous avez bien voulu communiquer au Gouvernement mexicain que la procédure orale en l'affaire des obligations financières des Membres des Nations Unies s'ouvrira le lundi 14 mai à 10:30 heures.

A cet égard, je dois vous informer que j'ai reçu des instructions de ma chancellerie de communiquer à la Cour internationale de Justice que le Gouvernement du Mexique — dont les points de vue sur le caractère de dépenses résultant des opérations d'émergence des Nations Unies ont été amplement exposés durant les débats relatifs à l'Assemblée générale — s'abstiendra de participer à la procédure en question.

En vous priant de porter ce qui précède à la connaissance de la Cour, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Rafael FUENTES.

81. THE BRITISH AMBASSADOR TO THE REGISTRAR

2 May 1962.

Sir,

In reply to your letter of the 23rd of March about the Advisory Opinion in the matter of Financial obligations of Members of the United Nations, I have the honour to inform you that it is the intention of Her Majesty's Government in the United Kingdom to present an oral statement of their views. Her Majesty's Government will be represented by the Right Honourable Sir Reginald Manningham-Buller, Bt., Q.C., M.P. His alternate will be Mr. Geoffrey Lawrence, Q.C., and he will be assisted by Mr. F. A. Vallat, C.M.G., Q.C., Foreign Office Legal Adviser.

The statement will be presented in English.

I am, etc.

(Signed) A. N. NOBLE.

82. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

3 mai 1962.

Se référant à sa lettre du 25 avril 1962, le Greffier de la Cour internationale de Justice a l'honneur de transmettre ci-joint avec ses compliments le texte imprimé de la traduction non officielle en anglais d'une lettre du ministre adjoint des Affaires étrangères de la République socialiste soviétique de Biélorussie, concernant la demande d'avis consultatif relative aux obligations financières des Membres des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte).

Une traduction en français de ce texte anglais a été établie par le Greffe. Elle est jointe à la présente note et n'offre pas de caractère officiel.

83. THE AMBASSADOR OF IRELAND TO THE REGISTRAR

7 May 1962.

Sir,

I have the honour to confirm, as already conveyed by telephone by the Secretary of the Embassy, that Ireland will be represented at the Oral Hearings of the International Court of Justice, concerning the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations by Messrs. Aindrias Ó Caoimh, S.C., Attorney-General, and Seán E. Morrissey, B.L., Legal Adviser of the Department of External Affairs.

The Irish Delegation proposes to make an oral statement.

Accept, etc.

(Signed) J. W. LENNON.

84. THE EMBASSY OF IRAN TO THE REGISTRY

11 May 1962.

The Imperial Iranian Embassy has the honour to acknowledge receipt of letter No. 35598 dated April 17th 1962 regarding the proceedings of

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

the Advisory Opinion in the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations. However, it is not intended that the Iranian Ambassador would submit a statement in the oral proceedings of Monday the 14th of May 1962.

The Imperial Iranian Embassy avails itself, etc.

**85. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR**

10 May 1962.

Dear Mr. Garnier-Coignet:

I am informed by The Honorable Abram L. Chayes, Legal Adviser for the United States Department of State, that his arrival at The Hague has been postponed for several days. It is his intention, however, to present the oral statement of my Government before the International Court of Justice in the Request for an Advisory Opinion on the Financial Obligations of Members of the United Nations. May I advise you that, pending Mr. Chayes' arrival, Mr. Stephan M. Schwebel, Assistant Legal Adviser for United Nations Affairs at the Department of State, will represent the United States at these hearings.

I avail myself of this opportunity to inform you that, in addition to Mr. Chayes and Mr. Schwebel, Mrs. Katherine Reid will serve as a Staff Assistant with the U.S. representatives.

Sincerely yours,

(Signed) John S. RICE.

**86. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF
THE GOVERNMENT OF IRELAND ¹**

12 May 1962.

Sir,

In accordance with Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court:

"A transcript of speeches or declarations made by agents, counsel or advocates shall be made available to them for correction or revision, under the supervision of the Court."

As a rule, every speaker receives a transcript of the proceedings on the day of the hearing at which he has addressed the Court.

If you intend to avail yourself of the opportunity of correcting your speeches, I should be very grateful if you would send your corrections to the Registry (Office of the Registrar) on the day following that on which you receive the transcript, i.e. on the day following the hearing at which you have addressed the Court. In this way it will be possible to take into account your corrections when preparing the provisional printed version of the transcripts which are intended to facilitate the work of the Court, and which, in the interests of the latter, must be published without delay.

I may add that if your corrections are received too late to be included in this provisional printed version they will, in any event, be included in the final edition to be published after the termination of the proceedings.

I have the honour to be, etc.

¹ The same communication was sent to all representatives of States participating in the oral proceedings before the Court.

87. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE UNION OF
SOVIET SOCIALIST REPUBLICS TO THE PRESIDENT

[English translation]

14 May 1962.

Dear Mr. President,

In accordance with the letter of the Secretary of the International Court, dated March 23, 1962, No. 35640, I have the honour, herewith, to inform you in the following.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics has appointed as its Representative Mr. G. I. Tunkin, Professor, Director of the Juridical-Treaty Department of the USSR Foreign Ministry, to participate in the procedure of the International Court on the question of the financing of the operations of the UN Emergency Force in the Middle East and UNO operations in Congo.

Mr. G. I. Tunkin will make speeches in English.

Mr. A. F. Sokirkin has been appointed the Counsel of the Representative of the Soviet Government.

Please accept, etc.

(Signed) N. SEMENOV.

88. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU TCHAD AU GREFFIER

9 mai 1962.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre lettre n° 35592 en date du 16 avril 1962, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il n'est pas possible au Gouvernement de la République du Tchad d'envoyer un représentant à La Haye, pour assister à la conférence relative à la procédure orale en l'affaire des obligations financières des Membres de l'O. N. U.

(Signé) Louis VERTU.

89. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE BULGARIE AU PRÉSIDENT DE LA COUR

[Voir p. 276]

90. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CAMBODGE AU GREFFIER

(télégramme)

16 mai 1962.

Référence votre lettre 35592 du 16 avril *Stop* Honneur vous faire connaître que Gouvernement royal regrette ne pouvoir envoyer délégué participer à procédure orale concernant affaire obligations financières des Membres des Nations Unies mais se ralliera à avis Cour y relatif *Stop* Haute considération *Stopend*, etc. F. PHNOMPENH.

91. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS

16 May 1962.

Sir,

I have the honour to refer to my letter of 27 April 1962, with which I sent Your Excellency a printed text of a written statement by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics which had not been received in time for inclusion in the printed volume of statements submitted to the Court in connection with the request for an Advisory Opinion in the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter), a copy of which was despatched to Your Excellency on 15 March 1962.

I now have the honour to enclose herewith a copy of the printed text of an unofficial English translation of a letter from the Deputy Minister of Foreign Affairs of the Byelorussian Soviet Socialist Republic relating to this matter.

I have the honour to be, etc.

92. THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE REGISTRAR

17 May 1962.

Dear Mr. Garnier-Coignet,

I have the honour to inform you in connection with the United Nations request for an Advisory Opinion on Financial Obligations of UN members under Article 17, presently before the Court, that Mr. H. C. Kingstone, Solicitor to the Department of External Affairs in Ottawa who assisted the Canadian representative, Mr. Marcel Cadieux, with Canada's oral presentation will, in view of Mr. Cadieux's early departure from The Hague, serve as Acting Canadian Representative for the remainder of the oral hearings in this case.

Yours sincerely,

(Signed) C. P. HÉBERT.

93. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED KINGDOM ¹

17 May 1962.

Sir,

I have the honour to refer to the Advisory Opinion in the matter of the Financial Obligations of Members of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter) and to enclose a copy (with an unofficial English translation prepared by the Registry of the Court) of a letter dated 11 May 1962 from the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria to the President of the Court.

I have the honour to be, etc.

¹ The same communication was addressed to all representatives of States participating in the oral proceedings before the Court.

94. LE MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE AU PRÉSIDENT

14 mai 1962.

Cher Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre n° 34891 du 27 décembre 1961, j'ai l'honneur de vous communiquer que la position de la République socialiste soviétique d'Ukraine au sujet du financement des opérations d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient et au Congo a été à maintes reprises exposée dans les discours des représentants de l'Ukraine aux sessions de l'Assemblée générale de l'ONU.

Aux termes de la Charte des Nations Unies, la décision des questions du financement des opérations de ce genre est uniquement de la compétence du Conseil de Sécurité. Tel est justement le sens qui est donné à l'article II de la Charte selon lequel toute question se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationales est renvoyée au Conseil de Sécurité par l'Assemblée générale, avant ou après discussion.

Les articles 43 et 48 de la Charte fixent le droit exclusif du Conseil de Sécurité de prendre des décisions sur les questions concernant la participation de tel ou tel État aux actions ou aux opérations de l'ONU visant à maintenir la paix et la sécurité ainsi que sur l'étendue et les conditions de la participation de tout Membre de l'ONU à ces opérations.

L'article 43 de la Charte ne prévoit aucunement la création de forces armées de l'ONU, il énonce seulement la mise à la disposition du Conseil de Sécurité des forces armées des États Membres des Nations Unies en vertu d'accords spéciaux.

Aucun accord de ce genre ayant trait aux questions susnommées n'a été conclu par le Conseil de Sécurité, pour autant qu'on le sache. Guidés par les considérations qui précèdent, nous sommes d'avis que les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies dans le Moyen-Orient ainsi que l'opération de l'ONU au Congo n'imposent aucune obligation financière aux Membres de l'ONU étant donné que ces opérations sont effectuées en violation des obligations de la Charte des Nations Unies.

C'est précisément en raison de ces considérations que la délégation d'Ukraine aux Nations Unies a voté contre la proposition touchant les contributions pour l'application de ces opérations. Quant à la question de savoir si les dépenses entraînées par les opérations de l'ONU au Congo et au Moyen-Orient sont des « dépenses de l'Organisation » au sens de l'article 17, paragraphe 2, de la Charte, nous devons nous référer à la réponse non équivoque que contient la résolution du 20 décembre de l'Assemblée générale au sujet des opérations des Nations Unies au Congo, résolution indiquant très nettement que « la nature des dépenses extraordinaires afférentes aux opérations des Nations Unies au Congo est essentiellement distincte de celle des dépenses de l'Organisation inscrites au budget ordinaire, si bien qu'il faut appliquer, pour les couvrir, une procédure différente de celle qui est appliquée dans le cas dudit budget ».

Nous pouvons nous référer également aux résolutions antérieures de l'Assemblée générale: aucune d'elles ne considère les dépenses de la Force d'urgence de l'ONU comme les dépenses de l'Organisation au sens de l'article 17, paragraphe 2, de la Charte de l'ONU.

Je vous prie d'agréer, etc.

[Signé] S. SLIPTCHENKO.

95. THE UNDER-SECRETARY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE
PHILIPPINES TO THE REGISTRAR

30 April 1962.

Sir,

Reference is made to your letters dated March 16, March 23, and April 16, 1962, concerning the oral proceedings in the Advisory Opinion in the matter of Financial Obligations of Members of the United Nations, scheduled to open at 10:30 a.m. on Monday, May 14, 1962.

Since the views of the Philippines on this question have already been made part of the dossier transmitted to the Court by the Secretary-General of the United Nations, I wish to inform you that the Philippines has no present plans for submitting an oral statement during the proceedings.

Very truly yours,

(Signed) Salvador P. LOPEZ.96. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE ROUMANIE AU PRÉSIDENT*[Voir p. 279 des exposés écrits.]*

97. L'AMBASSADEUR DE NORVÈGE AU GREFFIER

21 mai 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre en date du 18 avril dernier par laquelle je vous avais informé que M. Jens Evensen, directeur général au ministère norvégien des Affaires étrangères, avait été désigné par le Gouvernement norvégien en qualité de son représentant à la procédure orale relative à l'avis consultatif sur les obligations financières des Membres des Nations Unies.

Au cours de cette procédure, M. Evensen a été assisté par M. U. Underland, et M. C. A. Fleischer, secrétaires audit ministère, en qualité de conseillers.

En portant cette information supplémentaire à votre connaissance, je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) Otto KILDAL.

98. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LAOS AU GREFFIER

15 mai 1962.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres en dates des 16 et 23 mars et des 16 et 25 avril 1962 que vous avez bien voulu m'envoyer concernant la procédure orale en l'affaire des obligations financières des Membres des Nations Unies.

Le Gouvernement royal regrette vivement de ne pouvoir, en raison des circonstances que connaît actuellement le Royaume du Laos, envoyer de représentant pour participer à la procédure orale qui s'ouvre le lundi 14 mai 1962 à la Cour internationale de Justice à La Haye.

Avec tous nos regrets, veuillez agréer, etc.

(Signé) PI. CHOUNRAMANY.

99. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

28 mai 1962.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à mes communications du 16 mars, du 25 avril et du 3 mai 1962, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Bulgarie, le Gouvernement d'Ukraine et le Gouvernement de Roumanie ont adressé au Président de la Cour des lettres ou notes qui ont été reçues au Greffe respectivement les 14, 21 et 22 mai, à savoir les deux premières pendant la procédure orale dont l'ouverture avait été notifiée par ma lettre du 16 avril 1962 aux États considérés comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question, et la troisième après la clôture de cette procédure.

Les lettres ou notes mentionnées ci-dessus ont été communiquées à MM. les Membres de la Cour. J'ai l'honneur, pour compléter vos dossiers, de vous en transmettre un exemplaire.

J'ajoute que la Cour a été récemment informée que le Gouvernement du Mexique, le Gouvernement des Philippines et le Gouvernement de la Pologne se réfèrent aux points de vue exprimés par leurs représentants respectifs lors des débats aux Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

100. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL OF
THE UNITED NATIONS (*telegram*)

18 July 1962.

Reference Article 67 of the Statute have honour inform Your Excellency that advisory opinion on question submitted by General Assembly in virtue of resolution of 20 December 1961 will be delivered in public sitting on 20 July 3 p.m.

101. THE REGISTRAR TO THE AMBASSADOR OF THE
UNITED STATES OF AMERICA IN THE HAGUE ²

18 July 1962.

The Registrar of the International Court of Justice presents his compliments to the Ambassador of the United States of America and, with reference to Article 67 of the Statute and to the Statement made

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

² The same communication was addressed to the diplomatic representatives of all States which had participated in the oral proceedings.

on behalf of your Government in the matter submitted for Advisory Opinion in virtue of the Resolution adopted by the General Assembly on December 20, 1961, has the honour to inform Your Excellency that the Advisory Opinion will be delivered at a public sitting to be held on July 20, 1962, at 3 p.m.

**102. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS (*telegram*)**

20 July 1962.

Court by nine votes to five gave affirmative reply to question put *Stop* Dissents President and Judges Basdevant Moreno Quintana Koretsky and Bustamante *Stop* Also short declaration by Spiropoulos and Separate Opinions by Spender Fitzmaurice and Morelli *Stop* By error communiqué omits reference Spiropoulos declaration.

**103. THE REGISTRAR TO THE ACTING SECRETARY-GENERAL
OF THE UNITED NATIONS**

20 July 1962.

Sir,

In pursuance of Article 85, paragraph 2, of the Rules of Court, I have the honour to send you herewith one original copy, duly signed and sealed, of the Advisory Opinion given to-day by the International Court of Justice in the matter of Certain expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter).

Accept, Sir, etc.

**104. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹**

10 août 1962.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 85, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre sous ce pli un exemplaire certifié conforme de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en l'affaire de certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte).

D'autres exemplaires de cet avis vous seront expédiés ultérieurement par la voie ordinaire.

Veuillez agréer, etc.

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

**DISTRIBUTORS OF PUBLICATIONS OF THE
INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE ¹**

**DISTRIBUTEURS DES PUBLICATIONS DE LA
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE ²**

AFRIQUE DU SUD — SOUTH AFRICA

Van Schaik's Bookstore (Pty.), P.O. Box 724, Pretoria.

ALLEMAGNE — GERMANY

Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

**AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS D'—) — AMERICA
(UNITED STATES OF —)**

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.

AUSTRALIE — AUSTRALIA

Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.

BELGIQUE — BELGIUM

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.

CHINE — CHINA

The Commercial Press, Ltd., P.O. Box 302, Peking; 211 Honan Rd., Shanghai.

DANEMARK — DENMARK

Messrs. Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København.

ESPAGNE — SPAIN

Libreria José Bosch, Ronda Universidad 11, Barcelona.

FRANCE

Éditions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris V.

**GRANDE-BRETAGNE (ROYAUME-UNI DE —)
— GREAT-BRITAIN (UNITED KINGDOM
OF —)**

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1, and H.M.S.O. Shops in London, Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh and Manchester.

HONG-KONG

Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE — INDIA

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and at Calcutta.

ISRAËL

Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road and 48 Nachlat Benjamin Street, Tel-Aviv.

ITALIE — ITALY

Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze

JAPON — JAPAN

Maruzen Co., Ltd., 6 Tori-Nichome, Nohonbashi, P.O.B. 605, Tokyo Central.

NORVÈGE — NORWAY

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustgt. 7a, Oslo.

PAYS-BAS — NETHERLANDS

A. W. Sijthoff's Uitgeversmaatschappij N.V., Doezastraat 1, Leiden.

**RÉPUBLIQUE ARABE UNIE — UNITED ARAB
REPUBLIC**

Librairie «La Renaissance d'Égypte», 9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

SUISSE — SWITZERLAND

Librairie Payot S.A., 1, rue de Bourg, Lausanne, et à Bâle, Berne, Genève, Montreux, Neuchâtel, Vevey et Zurich.

Librairie Hans Rainhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1

In other countries, orders should be addressed to the local Distributor for United Nations publications, or to the *Sales Section of the European Office of the United Nations, Palais des Nations, Geneva (Switzerland)*.

Pour les autres pays, prière de s'adresser soit au distributeur local des publications des Nations Unies, soit à la *Section des ventes de l'Office européen des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse)*.

¹ With regard to publications of the *Permanent Court of International Justice* (1922-1946), of which the International Court of Justice is the successor, all requests should be addressed to A. W. Sijthoff's Publishing Company, Doezastraat 1, Leyden (Netherlands).

² Pour les publications de la *Cour permanente de Justice internationale* (1922-1946), qui a précédé la Cour internationale de Justice, prière de s'adresser à la société d'éditions A. W. Sijthoff, Doezastraat 1, Leyde (Pays-Bas).